

LE PLANETARIUM  
*de Ghassan Salamé*

## Saddam en instance

**Bras de fer à l'ONU: mi-mai, le Conseil de sécurité se décidera sur le maintien des sanctions contre l'Irak.**

**L**undi 10 avril, Rolf Ekeus doit présenter un rapport très attendu sur sa mission en Irak. Cet ambassadeur scandinave veille, depuis 1991, à la destruction de l'arsenal offensif irakien (armes nucléaires, chimiques et bactériologiques, et missiles d'une portée supérieure à 150km), condition préalable à la levée de l'embargo sur les exportations pétrolières de ce pays. L'examen de la situation se fera mi-mai alors que la France, plus compréhensive, présidera le Conseil de sécurité. La Russie a indiqué que si ce rapport d'avril était positif, elle déposerait un projet de résolution appelant à cette levée. Il est prévisible que ce projet recueillera la majorité des votes, obligeant les Etats-Unis à ne plus pouvoir le bloquer que par l'usage de leur veto. Washington voulant éviter ce scénario, les Etats-Unis ont déployé une ample activité diplomatique pour éviter qu'une majorité favorable à la révision des sanctions ne soit réunie au Conseil. Ils estiment à présent qu'il s'agit de «juger le comportement irakien dans son ensemble», interprétation fantaisiste de la résolution 687. Bagdad, pour sa part, rappelle que l'Irak a exécuté l'essentiel des démolitions demandées, que la résolution 687 ne conditionne la levée des sanctions que par la question des armes, que toute tentative de lier le maintien des sanctions à d'autres questions, comme les droits de l'homme ou la chute du régime, est inadmissible. L'Irak affirme avoir besoin de moyens d'autodéfense, fait valoir qu'il a reconnu la souveraineté du Koweït en novembre, que sa situation humanitaire est catastrophique, que d'autres pays, qui violent tous les jours des résolutions du Conseil, comme la Libye, sont tout de même autorisés à exporter leur pétrole et que, si l'Irak est autorisé à reprendre ses exportations, il dédommagera les Koweïtiens. Les positions arabes sont chancelantes: le Koweït milite sans relâche pour le maintien des sanctions. Les Saoudiens y sont également favorables, sans le dire trop fort. Oman, Qatar et les Emirats prônent, au contraire, leur allègement. L'Egypte et la Syrie ne veulent pas contrarier les Américains. Le roi Hassan II a appelé à la révision des sanctions sur le perron de la Maison-Blanche, ce qui a irrité ses hôtes. La Turquie et l'Iran sont également favorables à une levée graduelle des sanctions. Il sera très difficile pour la France de rester sourde à ces appels, alors qu'à la mi-mai elle devrait disposer des instructions d'un président fraîchement élu. ■